

AMNESTY INTERNATIONAL DÉCLARATION CONJOINTE

AILRC-FR

12 juillet 2016

Index : AMR 45/4446/2016

Amnesty International et Oxfam réclament justice pour les familles paysannes de Curuguaty

À l'annonce de la décision rendue lundi 11 juillet par le tribunal en charge de l'affaire, qui a déclaré coupables 11 paysans et paysannes, Amnesty International et Oxfam ont fait part de leur préoccupation, car aucune enquête n'a été menée sur les décès de 11 autres paysans lors d'une violente expulsion qui s'est déroulée en 2012 à Curuguaty (Paraguay).

Mexico, 12 juillet 2016. Dix-sept personnes – six policiers et 11 paysans – ont été tuées lors d'une violente opération d'expulsion menée sur les terres de Marina Kue, dans le département de Canindeyú, le 15 juin 2012. Or, lors du procès public et oral sur cette opération qui a pris fin lundi 11 juillet, seuls les décès des policiers ont été évoqués.

Amnesty International, Oxfam et d'autres organisations internationales et locales ont exprimé à différentes occasions leur préoccupation face au refus opposé par le procureur général à l'ouverture d'une enquête sur la mort des 11 paysans. « Le procureur général n'a fourni aucune explication digne de foi pour justifier l'absence d'investigations sur ces décès. Il n'a pas répondu non plus aux accusations selon lesquelles le lieu des meurtres a été maquillé, ni aux allégations de torture et d'autres mauvais traitements infligés à des paysans lors de leur garde à vue », a déclaré Erika Guevara Rosas, directrice du programme Amériques d'Amnesty International.

Conformément aux normes internationales que le Paraguay est tenu de respecter, les autorités ont l'obligation de mener une enquête indépendante et impartiale sur toutes les violations des droits humains présumées, et de veiller à ce que les victimes et leurs familles aient le droit à la réparation intégrale des préjudices subis, une fois ceux-ci confirmés. À cet égard, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a réaffirmé que, dans les affaires où il peut y avoir privation de la vie, les États membres sont tenus d'enquêter efficacement sur les faits, en particulier quand des représentants de l'État sont impliqués, car le défaut d'enquête créerait un environnement propice à la répétition de ce type de faits.

Selon des informations communiquées par des organisations locales de défense des droits humains, au cours des 25 dernières années, au moins 115 dirigeants et membres d'organisations paysannes ont été assassinés ou ont disparu dans le contexte de conflits liés à la répartition équitable des terres. « Au Paraguay, 1,6 % des propriétaires fonciers possèdent 80 % des terres agricoles et des pâturages. Cette situation a poussé des milliers de paysans à s'organiser et à réclamer la mise en œuvre effective de la réforme agraire inscrite dans la Constitution », a déclaré Simon Ticehurst, responsable d'Oxfam en charge de l'Amérique latine et des Caraïbes.

À de nombreuses reprises, Oxfam et d'autres organisations internationales et locales ont demandé au gouvernement d'attribuer des parcelles cultivables aux familles paysannes touchées par l'opération de saisie de terres à Curuguaty. « À ce jour, nos revendications n'ont pas été satisfaites, et les paysans n'ont toujours pas accès à la terre », a déclaré Simon Ticehurst. D'après des informations publiées par Oxfam, alors que les petites fermes représentent 80 % des propriétés agricoles paraguayennes, elles n'occupent que 4,3 % de la surface agricole totale du pays.

Des habitants de la région, dont plusieurs ont été victimes de la violente expulsion de 2012 ou appartiennent aux familles des victimes, demandent depuis plus de 10 ans à pouvoir exploiter les terres appartenant à l'État dans le cadre de la réforme agraire. En attendant, un producteur de soja s'est approprié illégalement les terres d'après un rapport remis par le Comité de coordination des droits humains du Paraguay (CODEHUPY).

Lors du procès public et oral, seule procédure judiciaire engagée pour enquêter sur les circonstances de la violente expulsion qui a eu lieu à Curuguaty en 2012, 11 paysans et paysannes ont été inculpés de meurtre, d'association de malfaiteurs et d'intrusion dans une propriété privée. Aucune investigation n'a été menée pour connaître la vérité et rendre justice dans l'affaire concernant les décès des 11 paysans, ni aucune explication donnée sur le litige relatif à la propriété des terres, qui fait toujours l'objet d'une action au civil.

Oxfam et Amnesty International engagent les autorités paraguayennes à diligenter une enquête impartiale, indépendante et exhaustive sur tous les faits entraînant la privation de la vie, sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements et sur les nombreuses violations des droits humains commises dans le contexte des événements de juin 2012.

Contacts médias :

Au niveau régional (Mexico)

- Amnesty International, bureau régional des Amériques : Josefina Salomón / josefina.salomon@amnesty.org / +521 5547471633.
- Oxfam International, bureau régional (Amérique latine et Caraïbes) : Tania Escamilla / tania.escamilla@oxfaminternational.org / +521 5541813147.

Au Paraguay

- Amnesty International Paraguay : María José Garcete / mariajose_garcete@py.amnesty.org / +595 21 604822 / +595 21 663272.
- Oxfam Paraguay : Carolina Thiede / lcthiiede@oxfamintermon.org / +595 976 936671 / +595 21 602011.

Document public

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au Royaume-Uni ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org ; Twitter : @amnestypress.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.